

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2003 — 3323

[C — 2003/35948]

18 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juillet 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 janvier 1988 fixant les normes spécifiques en matière de protection contre l'incendie auxquelles doivent satisfaire les entreprises d'hébergement

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 20 mars 1984 portant le statut des entreprises d'hébergement, notamment l'article 5, 5°;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 juillet 1987 fixant les conditions d'exploitation des entreprises d'hébergement et réglant l'octroi des autorisations requises à cet effet, tel qu'il a été modifié jusqu'à présent;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 janvier 1988 fixant les normes spécifiques en matière de protection contre l'incendie auxquelles doivent satisfaire les entreprises d'hébergement, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 29 mai 1991 et 15 juillet 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juillet 2002, notamment l'article 9;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2003;

Vu l'urgence et la nécessité motivées par le fait qu'un délai limite de cinq ans a été fixé pour la validité d'une attestation de sécurité d'incendie et que toutes les entreprises d'hébergement dont l'attestation a plus de cinq ans doivent posséder une nouvelle attestation en vue d'une exploitation sûre conformément aux normes spécifiques en matière de protection d'incendie, qu'un régime transitoire a été prévu pour les entreprises d'hébergement disposant d'une attestation de durée illimitée qui a été délivrée avant le 1^{er} janvier 1992, que ces entreprises doivent disposer d'une nouvelle attestation au plus tard pour le 31 août 2003, que des 200 entreprises d'hébergement dont l'attestation expire le 31 août, seules 32 ont obtenu une nouvelle attestation d'incendie, que les bourgmestres ont besoin de quelques mois de répit pour finaliser la procédure d'octroi des attestations de protection d'incendie, que les entreprises d'hébergement ont également besoin de quelques mois de répit pour se conformer aux normes de sécurité d'incendie en vue de l'obtention de l'attestation, que pour ces motifs, la date limite du 31 août 2003 doit être prolongée jusqu'au 31 octobre 2003;

Vu l'avis 35 692/3 du Conseil d'Etat, donné le 15 juillet 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre Vice-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 9, 1°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juillet 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 janvier 1988 fixant les normes spécifiques en matière de protection contre l'incendie auxquelles doivent satisfaire les entreprises d'hébergement, les mots « 31 août 2003 » sont remplacés par les mots « 31 octobre 2003 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 août 2003.

Bruxelles, le 18 juillet 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
B. SOMERS

Le Ministre Vice-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme,
R. LANDUYT

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3324

[C — 2003/29435]

17 JUILLET 2003. — Décret relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Objet

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret a pour objet le développement de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente visant l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics en privilégiant la participation active des publics visés et l'expression culturelle.

§ 2. Cet objet est assuré par le soutien aux associations qui ont pour objectif de favoriser et de développer, principalement chez les adultes :

- a) une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société;
- b) des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation;
- c) des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique.

§ 3. La démarche des associations visées par le présent décret s'inscrit dans une perspective d'égalité et de progrès social, en vue de construire une société plus juste, plus démocratique et plus solidaire qui favorise la rencontre entre les cultures par le développement d'une citoyenneté active et critique et de la démocratie culturelle.

Définitions

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française.
- « Association » : l'association sans but lucratif constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 relative aux associations sans but lucratif.
- « Association dépendante » : l'association sans but lucratif constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 relative aux associations sans but lucratif ou l'association de fait qui constitue une structure décentralisée d'une association reconnue en qualité de mouvement en vertu du présent décret.
- « Mouvement » : l'association sans but lucratif constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 relative aux associations sans but lucratif et qui répond aux conditions fixées à l'article 5 du présent décret.
- « Public issu de milieux populaires » : groupe de participants composé de personnes, avec ou sans emploi, qui sont porteuses au maximum d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou de personnes en situation de précarité sociale ou de grande pauvreté.
- « Conseil » : le Conseil supérieur de l'éducation permanente tel que les missions et la composition sont définies dans le présent décret.

CHAPITRE II. — *De la reconnaissance*Section I^{re}. — Les axes d'action

Art. 3. Les associations qui peuvent faire l'objet d'une reconnaissance de la Communauté française dans le cadre du présent décret doivent développer des actions s'inscrivant, au moins, dans l'un des axes suivants :

1. Participation, éducation et formation citoyennes, ci-après dénommé « axe 1 »

Actions menées et programmes d'éducation et/ou de formation conçus et organisés par l'association dans la perspective définie à l'article 1, élaborés avec les membres de l'association et les participants, en vue de permettre l'exercice de la citoyenneté active et participative dans une perspective d'émancipation, d'égalité des droits, de progrès social, d'évolution des comportements et des mentalités, d'intégration et de responsabilité.

Les associations qui s'inscrivent dans cet axe réalisent leurs activités notamment avec des publics issus de milieux populaires au sens du présent décret.

Les projets, actions et programmes menés dans le cadre de cet axe font l'objet d'une large information auprès des publics cibles.

Les actions qui répondent au prescrit de cet axe se développent :

- 1° soit sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 2° soit au moins sur l'ensemble du territoire d'une province ou sur un territoire qui compte un nombre d'habitants équivalent au nombre fixé par le Gouvernement après avis du Conseil;
- 3° soit au moins sur l'ensemble du territoire d'une commune, d'un village, d'un quartier ou d'un hameau.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, les conditions que l'association doit respecter pour voir ses actions reconnues dans le cadre de cet axe. Ces conditions sont relatives à un nombre minimal de thématiques développées par l'association, ainsi qu'à un nombre minimal d'heures d'activités.

2. Formation d'animateurs, de formateurs et d'acteurs associatifs, ci-après dénommé « axe 2 »

Programmes de formation d'animateurs, de formateurs et d'acteurs associatifs, ponctuels ou récurrents, cycles ou stages, conçus et organisés ou réalisés soit d'initiative soit à la demande du monde associatif, reconnu ou non dans le cadre du présent décret, dans la perspective définie à l'article 1^{er}.

Les formations conçues et organisées ou réalisées à la demande du monde associatif font l'objet de conventions entre associations.

Les formations conçues et organisées ou réalisées d'initiative font l'objet d'une large information sur leurs conditions d'accessibilité.

Les actions qui répondent au prescrit de cet axe se développent au moins sur l'ensemble du territoire d'une province ou sur un territoire qui compte un nombre d'habitants équivalent au nombre fixé par le Gouvernement après avis du Conseil.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, les conditions que l'association doit respecter pour voir ses actions reconnues dans le cadre de cet axe. Ces conditions sont relatives à un nombre minimal d'heures de formation effectuées par participant.

3. Production de services ou d'analyses et d'études, ci-après dénommé « axe 3 »

- 1° Production de services, de documentation, en ce compris la mise à disposition de celle-ci, d'outils pédagogiques et/ou culturels.
- 2° Production d'analyses, de recherches et d'études critiques sur des thèmes de société.

Les productions sont conçues et réalisées soit d'initiative soit à la demande du monde associatif, reconnu ou non en vertu du présent décret, dans la perspective définie à l'article 1^{er}.

Les productions conçues et réalisées à la demande du monde associatif font l'objet de conventions entre associations.

Les productions conçues et réalisées d'initiative font l'objet d'une information large auprès des publics concernés, des associations, des médias et/ou du grand public.

Les actions qui répondent au prescrit de cet axe se développent au moins sur le territoire de l'ensemble d'une province ou sur un territoire qui compte un nombre d'habitants équivalent au nombre fixé par le Gouvernement après avis du Conseil.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, les conditions que l'association doit respecter pour voir ses actions reconnues dans le cadre de chacun des deux volets de cet axe. Ces conditions sont relatives à un nombre minimal de productions ou d'analyses et d'études réalisées par l'association.

4. Sensibilisation et Information, ci-après dénommé « axe 4 »

Organisation de campagnes d'information et de communication visant à sensibiliser le grand public, dans la perspective définie à l'article 1^{er}, dans le but de faire évoluer les comportements et les mentalités sur des enjeux culturels, de citoyenneté et de démocratie.

L'association assure le suivi des campagnes qu'elle porte publiquement, et les relaye notamment auprès du monde associatif, éducatif et politique.

Les actions qui répondent au prescrit de cet axe se développent sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, les conditions que l'association doit respecter pour voir ses actions reconnues dans le cadre de cet axe. Ces conditions sont relatives à un nombre minimal de campagnes de sensibilisation et d'information réalisées par l'association.

Art. 4. Une association peut être reconnue dans l'un des axes prévus à l'article 3 ou dans deux axes prévus à cette disposition.

Art. 5. § 1^{er}. Les associations peuvent demander une reconnaissance spécifique en qualité de « mouvements » si elles répondent à l'ensemble des conditions suivantes :

- Présenter des actions couvrant au moins trois axes visés à l'article 3, dont obligatoirement l'axe 1;
- Etendre leur champ d'action à l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la Région de Bruxelles-Capitale;
- Fédérer au moins trois associations dépendantes dont le champ d'action distinct correspond au moins au territoire d'une province ou d'un territoire qui compte un nombre d'habitants équivalent au nombre fixé par le Gouvernement après avis du Conseil;
- Développer des actions de proximité au niveau local et/ou communal;
- Développer des actions qui assurent une participation active des publics visés;
- Mener des actions notamment à destination du public issu de milieux populaires, au sens du présent décret.

§ 2. La reconnaissance que le Gouvernement octroie au mouvement qui entre dans le champ d'application du § 1^{er} couvre également les associations dépendantes qu'il fédère. Les associations fédérées ne peuvent être reconnues en vertu de l'article 4.

§ 3. Sur proposition et avis du Conseil, le Gouvernement arrête les modes de relation entre le mouvement et les associations qu'il fédère, à savoir le volume d'activité minimal exigé pour les associations fédérées et les modes de transmission des rapports d'activités.

§ 4. Le Gouvernement arrête, après avis du Conseil, les conditions que le mouvement doit respecter pour voir ses actions reconnues dans le cadre des axes prévus à l'article 3. Les conditions visées portent sur les mêmes éléments que ceux visés à l'article 3, 1^o, alinéa 5, à l'article 3, 2^o, alinéa 5, à l'article 3, 3^o, alinéa 7 et à l'article 3, 4^o, alinéa 4.

Section 2. — La procédure et les conditions de reconnaissance

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement peut reconnaître l'association qui en fait la demande et qui répond aux conditions prévues par le présent décret.

§ 2. A cette fin, le Gouvernement arrête, après avis du Conseil, la procédure d'octroi de reconnaissance dans le respect des principes suivants :

- 1^o l'association introduit une demande de reconnaissance; le Gouvernement détermine les modalités de cette introduction;
- 2^o les avis motivés des services du Gouvernement et du Conseil sont requis relativement à cette demande; le Gouvernement détermine les délais dans lesquels ces avis sont requis; lorsque l'avis du Conseil n'intervient pas dans le délai prescrit, cet avis est considéré comme positif;
- 3^o le Gouvernement décide soit d'octroyer à l'association une reconnaissance transitoire d'une durée de deux ans, soit de refuser la reconnaissance;
- 4^o toute association qui s'est vu octroyer une reconnaissance transitoire d'une durée de deux ans fait l'objet, à l'issue de cette période, d'une évaluation par les services du Gouvernement; l'avis motivé du Conseil est requis sur cette évaluation si elle est négative;
- 5^o à l'issue de cette évaluation, le Gouvernement décide soit d'octroyer à l'association une reconnaissance à durée indéterminée, soit de renouveler la reconnaissance transitoire pour une durée de deux ans, soit de refuser la reconnaissance;
- 6^o en cas de renouvellement de la reconnaissance transitoire, l'association fait l'objet d'une nouvelle évaluation par les services du Gouvernement après deux ans; l'avis motivé du Conseil est requis sur cette évaluation si elle est négative;
- 7^o à l'issue de cette évaluation, le Gouvernement décide soit d'octroyer à l'association une reconnaissance à durée indéterminée, soit de refuser la reconnaissance.

§ 3. La procédure d'octroi de reconnaissance arrêtée par le Gouvernement prévoit en outre au moins :

- 1^o la possibilité pour l'association d'introduire un recours contre une décision de refus de reconnaissance, ainsi que ses formes et délais;
- 2^o la compétence d'avis du Conseil en matière de recours;
- 3^o la possibilité pour l'association de présenter son argumentation lors d'un recours;
- 4^o la procédure de recours.

§ 4. Le Gouvernement assure, par la voie de ses services, la publication annuelle d'un rapport relatif aux demandes de reconnaissance, aux dates d'introduction de celles-ci, aux avis remis et aux décisions prises.

Art. 7. Seules les associations qui répondent aux conditions suivantes peuvent être reconnues par le Gouvernement en vertu du présent décret :

- 1^o être une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 relative aux associations sans but lucratif;
- 2^o présenter un objet social respectant l'article 1^{er};

3° déposer, selon les formes arrêtées par le Gouvernement sur proposition du Conseil, un projet s'inscrivant dans l'axe de reconnaissance principal, contenant le plan d'action que l'association s'engage à développer sur cinq ans pour se conformer aux missions qu'elle s'est données dans le cadre de l'article 1^{er} du présent décret; par exception, pour les associations demandant leur reconnaissance dans le cadre de l'article 6, § 2, le projet contient le plan d'action que l'association s'engage à développer sur deux ans;

4° assurer la publicité et la visibilité de ses actions;

5° avoir son siège social en région de langue française ou en Région de Bruxelles-Capitale;

6° mettre en œuvre son projet et réaliser ses activités essentiellement en région de langue française et en Région de Bruxelles-Capitale; si les activités de l'association sont développées, entre autres, au plan international, l'aspect national de celles-ci doit être géré en région de langue française et/ou en Région de Bruxelles-Capitale et avoir des répercussions sur un public présent dans ces régions;

7° compter au moins un an d'existence et d'activité au moment de la demande de reconnaissance.

Sont exclues de la reconnaissance les associations qui ne respectent pas les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'appropriation du génocide commis par le régime nazi pendant la seconde guerre mondiale ou sous le couvert desquelles sont commises toutes autres infractions dont la commission est incompatible avec une reconnaissance par la Communauté française.

Art. 8. La reconnaissance, transitoire ou à durée indéterminée, est accordée par le Gouvernement en fonction des axes définis à l'article 3 ou en vertu de l'article 5.

La reconnaissance à durée indéterminée est octroyée sans préjudice des dispositions du chapitre V.

CHAPITRE III. — *Des conditions de subvention*

Section 1^{re}. — Des subventions aux associations reconnues à durée indéterminée

Art. 9. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue à toute association reconnue :

1. un subside forfaitaire annuel de fonctionnement;
2. si l'association a un champ d'action qui couvre au moins une province ou une région dont le nombre d'habitants est au moins équivalent à un nombre arrêté par le Gouvernement, un subside forfaitaire annuel à l'emploi;
3. un subside forfaitaire annuel d'activités, lié à la présentation, par l'association, d'un projet pluriannuel d'une durée de cinq ans correspondant à l'axe d'action ou aux axes d'action couvert(s) par l'association.

Art. 10. Le montant des subsides visés à l'article 9, alinéa 2, se calcule en attribuant à l'association un nombre forfaitaire de points qui varie en fonction de la catégorie dans laquelle l'association est inscrite.

Le Gouvernement arrête la valeur du point.

En outre, il arrête les critères quantitatifs et qualitatifs permettant d'accéder à chacune de ces catégories. Ces critères sont fonction des éléments visés à l'article 3, 1^o, alinéa 5, à l'article 3, 2^o, alinéa 5, à l'article 3, 3^o, alinéa 7, et à l'article 3, 4^o, alinéa 4.

Les catégories sont les suivantes :

1° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 4, dans le cadre de l'axe 1 :

1) pour les associations dont l'impact territorial des activités se réalise sur un territoire dont le nombre minimum d'habitants est arrêté par le Gouvernement, avec un minimum de 50 000 habitants ou, pour les régions de moins de 75 habitants par kilomètre carré, sur le territoire d'au moins six communes, quatre catégories de forfaits sont créées :

- a) 10 points
- b) 15 points
- c) 20 points
- d) 25 points

2) pour les associations dont l'impact territorial des activités se réalise sur l'ensemble du territoire de la Communauté française, trois catégories de forfaits sont créées :

- a) 25 points
- b) 35 points
- c) 60 points

2° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 5 dans le cadre de l'axe 1 :

1) pour les associations fédérant de trois à cinq associations dépendantes, trois catégories de forfaits sont créées :

- a) 70 points
- b) 95 points
- c) 120 points

2) pour les associations fédérant de six à huit associations dépendantes, trois catégories de forfaits sont créées :

- a) 145 points
- b) 170 points
- c) 195 points

3) pour les associations fédérant neuf associations dépendantes et plus, trois catégories de forfaits sont créées :

- a) 220 points
- b) 245 points
- c) 270 points

3° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 4 ou de l'article 5 dans le cadre de l'axe 2, trois catégories de forfaits sont créées :

- a) 15 points
- b) 30 points
- c) 45 points

4° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 4 ou de l'article 5 dans le cadre de l'axe 3, deux catégories de forfaits sont créées :

- a) 20 points
- b) 30 points

5° Pour les associations reconnues en vertu de l'article 4 ou de l'article 5 dans le cadre de l'axe 4, une catégorie de forfait est créée : 20 points.

6° Pour les associations reconnues dans le cadre de plusieurs axes, les différentes catégories de forfaits qu'elles promériterent s'additionnent pour le calcul du forfait visé à l'article 9, alinéa 2.

Les associations justifient d'au moins un équivalent temps plein par tranche de 18 points attribuée. Lorsqu'une association se voit attribuer moins de 18 points, elle justifie d'au moins un emploi à mi-temps par tranche de 9 points attribuée.

Art. 11. Le montant des subsides visés à l'article 9, alinéa 1, se calcule comme suit :

§ 1^{er}. Pour les associations reconnues en vertu de l'article 4 dans le cadre de l'axe 1 visé à l'article 3, et dont l'impact territorial des activités est la Commune, le village ou le quartier, le Gouvernement arrête trois catégories de forfaits. Il arrête les critères quantitatifs et qualitatifs permettant d'accéder à chacune de ces catégories. Ces critères sont fonction des éléments visés à l'article 3, 1^{er}, alinéa 5, à l'article 3, 2^o, alinéa 5, à l'article 3, 3^o, alinéa 7, et à l'article 3, 4^o, alinéa 4.

§ 2. Pour toutes les autres associations reconnues en vertu de l'article 4 ou de l'article 5, le forfait équivaut à dix-neuf pourcents de la valeur du forfait fixée à l'article 10, plafonnée à cent mille euros.

Art. 12. § 1^{er}. Le montant des subsides visés à l'article 9, alinéa 3, équivaut à trente-trois pourcents de la somme des subsides visés à l'article 9, alinéas 1 et 2, et calculés conformément aux articles 10 et 11.

§ 2. Les subventions allouées par la Communauté française en vertu de l'article 9, alinéa 3, le sont en exécution d'un contrat-programme d'une durée de cinq ans. Le Gouvernement fixe, sur proposition du Conseil, le modèle-type de ce contrat-programme.

Celui-ci prévoit au moins :

- le contenu du projet pluriannuel soumis par l'association, à savoir le plan stratégique global de l'association se déclinant en objectifs et moyens mis en œuvre;
- le rappel des montants alloués à l'association et liés à sa reconnaissance en vertu du présent décret;
- les modalités et la procédure de révision du contrat-programme;
- les modalités et la procédure de contrôle et d'évaluation de l'exécution du contrat-programme.

Les modalités et la procédure d'évaluation du contrat-programme sont arrêtées par le Gouvernement conformément au chapitre IV du présent décret.

§ 3. Par exception au § 1^{er}, les associations visées à l'article 10, 1^o, 1), a), peuvent bénéficier d'une subvention forfaitaire aux activités spécifique d'un montant équivalent aux dix points visés à l'article 10, 1^o, 1), a), aux conditions suivantes :

- a) ne pas employer de personnel rémunéré en vertu d'un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail;
- b) en faire la demande lors de l'introduction de la demande de reconnaissance.

Les associations qui relèvent de l'alinéa précédent ne peuvent bénéficier d'aucune subvention à l'emploi.

Cette mesure est d'application au moins la première année du contrat programme visé au § 2 du présent article.

Si l'association souhaite renoncer au bénéfice de l'application du présent paragraphe, elle en introduit la demande trois mois au moins avant le début de l'exercice civil au cours duquel cette renonciation doit prendre effet. Toute renonciation au bénéfice du présent paragraphe est irréversible.

Pour les associations qui relèvent de l'alinéa 1^{er}, les subventions visées à l'article 9, alinéas 1 et 3, sont calculées sur la base du forfait activités visé à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

Art. 13. Les montants des subsides visés aux articles 9, 10, 11 et 12 bénéficient d'une indexation annuelle liée à l'indice santé.

Art. 14. A dater du 1^{er} janvier de chaque année, et pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, le Gouvernement dispose de six mois au plus pour liquider les subventions visées à l'article 9.

Ces subventions sont octroyées pour une année civile.

Le Gouvernement en arrête les modalités de justification.

Section 2. — Des subventions aux associations transitoirement reconnues

Art. 15. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue aux associations faisant l'objet d'une reconnaissance provisoire conformément à l'article 6 une subvention forfaitaire aux activités.

§ 2. Cette subvention fait l'objet d'une convention, d'une durée de deux ans maximum, renouvelable une fois, en cas de renouvellement de la reconnaissance provisoire. Elle équivaut à la subvention prévue à l'article 9, alinéa 3, calculée conformément à l'article 12, § 1^{er}, du présent décret.

§ 3. Le Gouvernement fixe, sur proposition du Conseil, le modèle-type de cette convention.

Celui-ci prévoit au moins :

- la description des activités de l'association qui font l'objet de la convention;
- les perspectives et objectifs de développement de l'association dans le cadre des axes prévus à l'article 3 pour lesquels elle a demandé sa reconnaissance et dans le cadre des catégories déterminées par le Gouvernement;
- les règles de liquidation des subventions suivantes : 85 % de la subvention seront liquidés lors du premier trimestre de l'année en cours; les 15 % restants seront liquidés lors du premier trimestre de l'année suivante, sur présentation de justificatifs et des comptes et bilans de l'association arrêtés au 31 décembre de l'année écoulée;
- les modalités et la procédure de révision de la convention;
- les modalités et la procédure de contrôle et d'évaluation de l'exécution de la convention.

§ 4. Les modalités et la procédure d'évaluation de la convention sont arrêtées par le Gouvernement conformément aux articles 20 et 21.

§ 5. Le Gouvernement arrête la proportion du budget qu'il alloue annuellement en vue de l'application du présent article.

Section 3. — Des subventions extraordinaires

Art. 16. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une subvention extraordinaire d'équipement ou d'aménagement peut être accordée pour couvrir des dépenses de service ou d'acquisition de biens mobiliers nécessaires à la poursuite des activités découlant du projet mené par l'association reconnue en vertu du présent décret.

Le Gouvernement arrête les conditions et la procédure d'octroi de ces subventions extraordinaires.

Art. 17. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut allouer des subventions extraordinaires aux associations, reconnues ou non reconnues en vertu du présent décret.

§ 2. Cette subvention extraordinaire ponctuelle peut notamment être accordée pour :

- la mise en œuvre de projets définis selon des enjeux d'actualité ou des priorités de politique culturelle définis par le Gouvernement;
- la mise en œuvre de projets dans le cadre d'appels à projets;
- la mise en œuvre de projets ponctuels ou événementiels ayant un effet dans la durée; pour les associations reconnues, le projet doit avoir un caractère exceptionnel par rapport aux activités habituelles et aux objectifs de l'association tels que déterminés dans son contrat programme à travers son plan d'action pluriannuel;
- la mise en œuvre de projets au travers de réseaux associatifs;
- la mise en œuvre de projets assurant une visibilité publique des enjeux de l'association et du projet permettant une extension de ses objectifs vers un public non circonscrit à son public habituel.

§ 3. Le Gouvernement arrête les conditions et la procédure d'octroi de ces subventions extraordinaires.

§ 4. Le Gouvernement assure, par la voie de ses services, la publication annuelle d'un rapport relatif aux montants alloués en vertu du présent article, aux bénéficiaires de ces montants, ainsi qu'aux projets réalisés grâce à ces subventions.

CHAPITRE IV. — De l'évaluation

Art. 18. L'évaluation des associations reconnues en vertu du présent décret se réalise sur la base de l'examen de l'exécution des projets contenus dans les contrats programmes visés à l'article 12 ou dans les conventions visées à l'article 15, dans la perspective définie à l'article 1^{er} et dans le cadre des axes définis à l'article 3, ainsi que sur la base des critères quantitatifs et qualitatifs arrêtés par le Gouvernement en vertu de l'article 10.

Art. 19. Aux fins d'évaluation, les associations qui bénéficient de contrats programmes, tels que visés à l'article 12, adressent chaque année aux services du Gouvernement un rapport d'activités et un bilan comptable. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de ces documents, le rapport d'activités tenant compte des axes visés à l'article 3 et des critères quantitatifs et qualitatifs arrêtés par le Gouvernement en vertu de l'article 10, et les délais dans lesquels ils doivent être adressés à ses services.

Au terme du contrat programme en cours, l'association adresse aux services du Gouvernement un rapport général de l'exécution du contrat programme. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de ce rapport général, qui tient compte des axes visés à l'article 3 et des critères quantitatifs et qualitatifs arrêtés par le Gouvernement en vertu de l'article 10, ainsi que le délai dans lequel il doit être adressé à ses services.

Art. 20. Aux fins d'évaluation, les associations qui bénéficient de conventions, telles que visées à l'article 15, adressent chaque année aux services du Gouvernement un rapport d'activités et un bilan comptable. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de ces documents, le rapport d'activités tenant compte des axes visés à l'article 3, et les délais dans lesquels ils doivent être adressés à ses services.

Au terme de la convention en cours, l'association adresse aux services du Gouvernement un rapport général de l'exécution de la convention. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de ce rapport général, qui tient compte des axes visés à l'article 3, ainsi que le délai dans lequel il doit être adressé à ses services.

Art. 21. Le Gouvernement arrête la procédure d'évaluation, telle que prévue aux articles 6, 12 et 15, dans le respect des principes suivants :

§ 1^{er}. En ce qui concerne le rapport annuel d'activités :

- 1° l'évaluation est réalisée par les services du Gouvernement chargés de l'inspection en concertation avec l'association concernée;
- 2° cette évaluation est soumise pour avis aux services du Gouvernement chargés de l'éducation permanente;
- 3° cette évaluation et cet avis sont adressés à l'association concernée;
- 4° si cette évaluation ou cet avis est négatif, le dossier est soumis pour avis au Conseil;
- 5° en cas d'évaluation négative, les services du Gouvernement proposent le changement de catégorie de l'association;

6° le Gouvernement décide du maintien de l'association dans la catégorie concernée ou de son changement de catégorie, selon la procédure définie à l'article 26, § 1^{er}.

§ 2. En ce qui concerne le rapport général d'exécution du contrat-programme ou de la convention :

1° l'évaluation est réalisée par les services du Gouvernement chargés de l'inspection en concertation avec l'association concernée;

2° cette évaluation est soumise pour avis aux services du Gouvernement chargés de l'éducation permanente;

3° cette évaluation et cet avis sont adressés à l'association concernée;

4° si cette évaluation ou cet avis est négatif, le dossier est soumis pour avis au Conseil;

5° en cas d'évaluation négative, les services du Gouvernement proposent le changement de catégorie de l'association ou, si les termes du contrat programme ou de la convention n'ont pas été respectés, la suppression des subventions liées à ce contrat ou à cette convention, ou si les activités de l'association sortent du champ d'application du présent décret, le retrait de reconnaissance;

6° le Gouvernement décide du changement ou non de catégorie ou du retrait ou non de reconnaissance, selon les procédures définies aux articles 26, § 1^{er}, et 25.

Art. 22. Le Gouvernement procède à une évaluation du présent décret dans les six ans à dater de son entrée en vigueur et ensuite tous les cinq ans.

Le Gouvernement attribue à l'Observatoire des politiques culturelles la mission de piloter ce processus d'évaluation, en association avec le Conseil.

Les modalités de cette évaluation sont arrêtées par le Gouvernement.

Cette évaluation est communiquée par le Gouvernement au Parlement de la Communauté française dans un délai de six mois à dater de l'expiration du délai de cinq ans visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement assure, par la voie de ses services, la publication de cette évaluation.

CHAPITRE V. — *Du retrait de la reconnaissance et/ou du subventionnement et du changement de catégorie*

Art. 23. Si une association reconnue ou subventionnée en vertu du présent décret est mise en liquidation ou cesse ses activités ou ne se trouve plus dans les conditions pour conserver le bénéfice de la reconnaissance, toute reconnaissance et toute subvention lui sont immédiatement retirées, à l'exception des subventions visées à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, destinées à permettre à l'association de payer les montants découlant de la fin des contrats de travail qu'elle aurait conclus, dans le respect de la réglementation sociale en vigueur, et ce pendant maximum six mois.

La Communauté française ne liquide ces subventions au liquidateur que si celui-ci lui garantit que ces subventions sont consacrées au paiement des préavis.

Art. 24. Si une association reconnue et/ou subventionnée en vertu du présent décret ne respecte pas les termes du contrat programme ou de la convention conclu(e) entre elle et la Communauté française, la subvention liée à ce contrat lui est retirée, selon les modalités fixées par le Gouvernement conformément à l'article 21, sans préjudice de l'article 23.

Aucune reconnaissance et aucun subside ne peuvent être maintenus pendant plus de deux années consécutives sans contrat-programme entre l'association et la Communauté française.

Art. 25. Le Gouvernement arrête la procédure de retrait de reconnaissance dans le respect des principes suivants :

1° une mise en demeure est adressée par courrier recommandé à l'association;

2° celle-ci dispose d'un délai de 60 jours pour faire valoir ses observations par écrit; l'association peut demander d'être entendue par les services du Gouvernement;

3° l'administration de la Communauté française dispose d'un délai de trois mois pour rendre le rapport d'évaluation;

4° dès la réception des observations de l'association ou, en l'absence d'observations, dès l'expiration du délai prévu au 2°, le dossier de retrait de reconnaissance est soumis pour avis au Conseil, lequel remet un avis dans un délai de 60 jours;

5° en l'absence d'avis dans ce délai, l'avis du Conseil est réputé favorable au retrait de reconnaissance;

6° Le Gouvernement décide de retirer ou non la reconnaissance de l'association dans un délai de 30 jours à dater de l'avis du Conseil ou, en l'absence d'avis de ce dernier, à dater de l'expiration du délai prévu au 4°.

Art. 26. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête une procédure de changement de catégorie en cas d'évaluation négative, dans le respect des principes suivants :

1° une mise en demeure est adressée par courrier recommandé à l'association; cette mise en demeure contient la nouvelle catégorie proposée;

2° l'association dispose d'un délai de 30 jours pour faire valoir ses observations par écrit; l'association peut demander d'être entendue par les services du Gouvernement;

3° dès réception des observations de l'association ou, en l'absence d'observations, dès l'expiration du délai visé au 1°, le dossier de changement de catégorie est soumis pour avis au Conseil, lequel remet un avis dans un délai de 60 jours;

4° en l'absence d'avis dans ce délai, l'avis du Conseil est réputé favorable au changement de catégorie proposé;

5° Le Gouvernement décide du changement ou non de catégorie de l'association dans un délai de 30 jours à dater de l'avis du Conseil ou, en l'absence d'avis de ce dernier, à dater de l'expiration du délai prévu au 3°.

§ 2. Le Gouvernement arrête une procédure de changement de catégorie à la demande de l'association dans le respect des principes suivants :

1° En même temps que le rapport visé à l'article 19, alinéa 2, l'association peut adresser aux services du Gouvernement une demande de changement de catégorie;

2° les services de Gouvernement remettent un avis motivé relatif à la demande de changement de catégorie dans les 30 jours de la demande;

3° dès l'avis motivé des services du Gouvernement ou, en l'absence d'avis, dès l'expiration du délai prévu au 2°, le dossier de demande de changement de catégorie est transmis au Conseil, lequel remet un avis dans un délai de 60 jours;

4° lorsque l'avis du Conseil n'intervient pas dans le délai prescrit, il est réputé positif;

5° le Gouvernement décide soit d'octroyer le changement de catégorie, soit de le refuser, dans un délai de 30 jours à dater de l'avis du Conseil ou, en l'absence d'avis de ce dernier, à dater de l'expiration du délai prévu au 3°.

CHAPITRE VI. — *Du Conseil supérieur de l'éducation permanente*

Art. 27. § 1^{er}. Il est créé, auprès du Gouvernement, un Conseil supérieur de l'éducation permanente.

§ 2. Le Conseil a pour missions de :

1. formuler, d'initiative ou à la demande du ministre, du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, tout avis et proposition sur la politique générale de soutien à l'action associative dans le cadre du présent décret, ainsi que sur la promotion des associations reconnues en exécution du présent décret.

La consultation du Conseil est obligatoire en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique culturelle en matière d'éducation permanente;

2. formuler, conformément au présent décret et à ses arrêtés d'application, tout avis sur la reconnaissance, le classement par axes, le subventionnement ou le retrait de reconnaissance et/ou de subventionnement des associations visées par le présent décret;

3. formuler, conformément au présent décret et à ses arrêtés d'application, tout avis sur l'évaluation du contrat programme des associations reconnues en vertu du présent décret.

Art. 28. Le Conseil se compose de :

— 25 membres effectifs et 25 membres suppléants, représentatifs de la pluralité des associations reconnues à durée indéterminée dans le cadre du présent décret;

— 3 membres effectifs et 3 membres suppléants, représentatifs de la pluralité des associations transitoirement reconnues dans le cadre du présent décret.

Le Gouvernement arrête les critères de désignation des membres du Conseil dans le respect des critères de reconnaissance prévus au chapitre II du présent décret.

Art. 29. Les membres du Conseil sont désignés par le Gouvernement après appel public aux candidatures, lancé au moins trois mois avant l'échéance des mandats à pourvoir, auprès des associations reconnues, à titre transitoire ou à durée indéterminée, en vertu du présent décret. Le Gouvernement détermine les modalités d'organisation de cet appel aux candidatures.

Les membres du Conseil représentant les associations reconnues à durée indéterminée sont désignés pour un terme de cinq ans. Leur mandat est renouvelable, pour autant qu'ils ne cumulent pas plus de deux mandats successifs.

Les membres du Conseil représentant les associations reconnues à titre transitoire sont désignés pour un terme de deux ans. Leur mandat est renouvelable une fois pour autant que la convention de l'association soit renouvelée.

Les membres suppléants siègent au Conseil, participent avec voix consultative aux travaux et n'ont le droit de vote que lorsque le membre effectif est démissionnaire, réputé tel ou absent.

Art. 30. Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Il est remplacé par le membre suppléant jusqu'à l'achèvement de son mandat.

Est également réputé démissionnaire le membre qui est absent sans justification préalable à plus de trois réunions du Conseil par année civile.

En cas de retrait de reconnaissance d'une association représentée au Conseil, les membres, effectif et suppléant, la représentant perdent la qualité en vertu de laquelle ils ont été désignés.

Lorsque plus de cinq membres sont démissionnaires ou réputés tels, le Gouvernement organise un appel public à candidatures pour pourvoir à leur remplacement. Chaque nouveau membre désigné achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 31. § 1^{er}. Le président et les quatre viceprésidents du Conseil sont choisis par le Gouvernement parmi les membres représentant les associations reconnues à durée indéterminée et forment le Bureau du Conseil.

§ 2. Le Bureau :

1. organise les activités du Conseil;
2. prépare les séances du Conseil;
3. assure la représentation extérieure du Conseil;
4. exécute les décisions du Conseil.

§ 3. Entre deux séances du Conseil, le Bureau prend toute disposition utile conformément aux missions et aux objectifs généraux définis par le Conseil. Il rend compte de ses interventions et de ses initiatives à la séance la plus proche du Conseil.

Art. 32. § 1^{er}. Un représentant du service général de l'Éducation permanente et de la Jeunesse et un représentant du service général de l'Inspection assistent de droit aux réunions du Conseil, avec voix consultative.

§ 2. Un représentant du ministre assiste de droit aux réunions du Conseil avec voix consultative.

§ 3. Un représentant de l'Observatoire des politiques culturelles assiste de droit aux réunions du Conseil avec voix consultative.

§ 4. Des moyens de fonctionnement et en personnel sont mis à la disposition du Conseil.

Ils sont déterminés par le Gouvernement.

Art. 33. § 1^{er}. Le Conseil établit chaque année un rapport d'activités comprenant au minimum :

- la liste des dossiers qui lui ont été soumis;
- les critères dont il a tenu compte dans l'élaboration de ses avis;

- la présence de ses membres lors des réunions;
- les avis qu'il a rendus.

§ 2. Ce rapport d'activités est communiqué :

- au Gouvernement et au Parlement;
- à l'Observatoire des politiques culturelles.

§ 3. Les services de la Communauté française assurent la publication de ce rapport.

Art. 34. § 1^{er}. Le Conseil se réunit au moins dix fois par année civile, sur convocation du président. Celui-ci doit convoquer le Conseil si le ministre, le Gouvernement, le Parlement de la Communauté française ou un cinquième au moins des membres du Conseil le demandent.

La présence d'au moins quinze membres ayant le droit de vote est requise pour que le Conseil puisse siéger valablement. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les dix jours ouvrables avec le même ordre du jour. Dans ce cas, le Conseil siège valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

§ 2. La prise de décision se fait à la majorité des membres présents.

Les avis peuvent comprendre une note de minorité.

Art. 35. Les avis du Conseil doivent être communiqués dans un délai de trois mois après la communication par l'administration du dossier complet introduit par l'association, et au plus tard un mois après la réunion au cours de laquelle l'objet de l'avis a été discuté.

En cas de violation de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut prendre sa décision sans l'avis du Conseil.

Art. 36. Le Gouvernement détermine les jetons de présence et les indemnités de parcours auxquels peuvent prétendre les membres du Conseil et de son Bureau.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et abrogatoires*

Art. 37. Par exception à l'article 6, § 2, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, et 7°, les associations reconnues en vertu du décret du 8 avril 1976, fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, ne font pas l'objet d'une reconnaissance transitoire. Après avis des services du Gouvernement et du Conseil, le Gouvernement décide soit de leur octroyer une reconnaissance à durée indéterminée, soit de leur refuser la reconnaissance.

Art. 38. § 1^{er}. Le Conseil élabore un règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement au plus tard dans les trois mois du renouvellement de ses membres faisant suite à l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Ce règlement d'ordre intérieur comporte au minimum :

- la méthodologie de travail selon laquelle le Conseil fonctionne;
- les règles prévues en matière de procurations;
- la faculté, pour le Conseil, d'entendre le responsable du projet sur lequel porte l'avis;
- l'obligation, pour le Conseil, de communiquer au responsable du projet son avis en même temps qu'elle l'adresse au Gouvernement;
- les règles assurant la déontologie du fonctionnement du Conseil, notamment lorsque l'un de ses membres est concerné par un avis à remettre ou, plus généralement, lorsqu'il y a risque de conflit d'intérêts;
- l'obligation, pour les membres du Conseil, de motiver leur avis;
- des dispositions garantissant la publicité des avis rendus;
- l'obligation de rédiger un résumé des débats tenus au cours de chaque réunion du Conseil. Ce résumé sera rendu au Gouvernement en même temps que l'avis du Conseil.

Art. 39. Sauf s'il y a retrait de reconnaissance, refus de reconnaissance, ou non introduction d'une demande de reconnaissance dans le cadre du présent décret, les associations qui bénéficient, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, de subventions structurelles en application du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs et de ses arrêtés d'application, continueront au moins à en bénéficier dans les mêmes conditions financières pendant une durée de trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

Par « dans les mêmes conditions financières », il faut entendre que les associations subventionnées en vertu du décret du 8 avril 1976 bénéficieront, pendant une durée de trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, à condition que leur volume d'activités ne diminue pas de manière significative, d'une subvention de fonctionnement, d'emploi et d'activité, indexée selon l'indice des prix à la consommation, équivalente à celle dont elle a bénéficié lors de l'exercice civil précédent la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Dans l'hypothèse où le volume d'activités d'une association visée par le présent article baisse de manière significative durant ces trois années, le montant de la subvention globale est diminué par le ministre, sur proposition de l'Administration après avis du Conseil et de l'association concernée.

Si le système mis en place par le présent décret est plus favorable aux associations visées à l'alinéa 1^{er}, elles en bénéficient dès l'année où il devient plus favorable.

Art. 40. Le décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs est abrogé.

Les associations qui bénéficiaient de subventions en vertu des arrêtés royaux du 5 septembre 1921 et du 4 avril 1925 déterminant les conditions générales d'octroi de subventions aux œuvres complémentaires de l'école ainsi que l'arrêté royal du 16 juillet 1971 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations nationales et régionales d'éducation permanente continuent à en bénéficier.

Art. 41. Le décret du 17 mai 1999 créant le Conseil supérieur de l'Education permanente est abrogé.

CHAPITRE VII. — *Entrée en vigueur*

Art. 42. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse, et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, 432 - n° 1. — Amendements de commission, 432 - n° 2. — Rapport, 432 - n° 3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 15 juillet 2003.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3324

[C - 2003/29435]

17 JULI 2003. — **Decreet met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Voorwerp

Artikel 1. § 1. Dit decreet heeft tot voorwerp de ontwikkeling van het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding met het oog op de kritische analyse van de maatschappij, de stimulatie van democratische en collectieve initiatieven, de ontwikkeling van het actieve burgerschap en de uitoefening van de sociale, culturele, milieu- en economische rechten in het licht van individuele en collectieve emancipatie van de bevolking door de actieve deelname van dit doelpubliek en haar culturele uitdrukking te bevoordelen.

§ 2. Dit voorwerp wordt verzekerd door de steun aan de verenigingen die, voornamelijk bij volwassenen, de ondersteuning en de ontwikkeling tot doel hebben van :

- a) een bewustwording en kritische kennis van de realiteiten in de maatschappij;
- b) vermogen tot analyse, tot keuze, tot actie en evaluatie;
- c) gedragingen van verantwoordelijkheid en actieve deelname aan het sociale, economische, culturele en politieke leven.

§ 3. De ontwikkeling van de in dit decreet bedoelde verenigingen sluit zich aan bij een toekomstvisie van gelijkheid en sociale vooruitgang, teneinde te bouwen aan een rechtvaardige maatschappij, meer democratisch en meer solidair, die de ontmoeting tussen de culturen bevordert via de ontwikkeling van een actief en kritisch burgerschap en van de culturele democratie.

Definities

Art. 2. In de zin van dit decreet, wordt verstaan onder :

- « Regering » : de Regering van de Franse gemeenschap
- « Vereniging » : vereniging zonder winstoogmerk opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 met betrekking tot de verenigingen zonder winstoogmerk.
- « Afhankelijke vereniging » : vereniging zonder winstoogmerk opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 met betrekking tot de verenigingen zonder winstoogmerk of de feitelijke vereniging bestaande uit een gedecentraliseerde structuur van een vereniging erkend als beweging krachtens dit decreet.
- « Beweging » : vereniging zonder winstoogmerk opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 met betrekking tot de verenigingen zonder winstoogmerk en die voldoet aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 5 van dit decreet.

— « Publiek afkomstig uit volksmiddens » : een groep van deelnemers samengesteld uit personen, al dan niet tewerkgesteld, houders van ten hoogste een diploma van het secundair onderwijs of personen die zich in een situatie bevinden van sociale onzekerheid of grote armoede.

— « Raad » : de Hoge Raad van permanente opvoeding zoals de taken en de samenstelling worden gedefinieerd in dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Over de erkenning*

Sectie I. — De werkingsassen

Art. 3. De verenigingen die het voorwerp kunnen uitmaken van een erkenning door de Franse gemeenschap in het kader van dit decreet dienen acties uit te werken die aansluiten bij minstens één van de volgende assen :

1. Deelname aan de burgerlijke opvoeding en opleiding, hierna genaamd « as 1 »

Acties die ondernomen worden en opvoedings- en/of opleidingsprogramma's, ontworpen en georganiseerd door de vereniging overeenkomstig de definitie van artikel 1, uitgewerkt met de leden van de vereniging en de deelnemers, teneinde de uitoefening van het actieve en participatieve burgerschap mogelijk te maken in het licht van emancipatie, gelijkheid van rechten, sociale vooruitgang, evolutie van de gedragingen en mentaliteiten, integratie en verantwoordelijkheid.

De verenigingen die tot deze as behoren, verwezenlijken hun activiteiten meer bepaald met het publiek afkomstig uit volksmiddens in de zin van dit decreet.

De ontwerpen, acties en programma's die geleid worden in het kader van deze as maken het voorwerp uit van een uitgebreide voorlichting bij het doelpubliek.

De acties die voldoen aan de bepalingen van deze as worden uitgewerkt :

1° hetzij over het geheel van het territorium van het Franstalige Gewest en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° hetzij minstens over het geheel van het territorium van een provincie of over een territorium dat een aantal inwoners telt gelijk aan het aantal vastgesteld door de Regering na advies van de Raad;

3° hetzij minstens over het geheel van het territorium van een gemeente, een dorp, een wijk, of een gehucht.

De Regering stelt, na advies van de Raad, de voorwaarden vast die de vereniging moet naleven om haar acties te doen erkennen binnen het kader van deze as. Deze voorwaarden hebben betrekking op een minimum aantal thema's die door de vereniging worden uitgewerkt, evenals een minimum aantal uren van activiteit.

2. Vorming van animatoren, van opleiders en van verenigingsactoren, hierna genaamd « as 2 »

Vormingsprogramma's voor animatoren, opleiders en verenigingsactoren, eenmalig of terugkerend, cyclussen of stages, uitgewerkt en georganiseerd of verwezenlijkt hetzij op eigen initiatief hetzij op vraag van de verenigingswereld, al dan niet erkend in het kader van dit decreet, in het licht van de definitie in artikel 1.

De opleidingen die ontworpen en georganiseerd of verwezenlijkt worden op vraag van de verenigingswereld maken het voorwerp uit van overeenkomsten tussen de verenigingen.

De opleidingen die ontworpen en georganiseerd of verwezenlijkt worden op eigen initiatief, worden onderworpen aan een uitgebreide doorlichting van hun mogelijkheden.

De acties die beantwoorden aan de bepalingen van deze as worden uitgevoerd, minstens, over het geheel van het territorium van een provincie of over een territorium dat een aantal inwoners telt gelijk aan het aantal dat vastgesteld wordt door de Regering na advies van de Raad.

De Regering stelt, na advies van de Raad, de voorwaarden vast die de vereniging moet naleven om haar acties te doen erkennen in het kader van deze as. Deze voorwaarden hebben betrekking op het minimum aantal uren van opleiding die uitgevoerd worden per deelnemer.

3. Producties van diensten of analyses en studies, hierna genaamd « as 3 »

1. Producties van diensten, documentatie, waaronder de terbeschikkingstelling ervan, pedagogisch en/of cultureel materieel.

2. Producties van kritische analyses, onderzoek en studie over deze maatschappelijke thema's.

Deze producties worden ontworpen en verwezenlijkt hetzij op eigen initiatief, hetzij op vraag van de verenigingswereld, al dan niet erkend krachtens dit decreet, in het licht van de definitie in artikel 1.

De producties ontworpen en verwezenlijkt op vraag van de verenigingswereld maken het voorwerp uit van overeenkomsten tussen verenigingen.

De producties ontworpen en verwezenlijkt op eigen initiatief maken het voorwerp uit van een uitgebreide voorlichting bij het betrokken publiek, de verenigingen, de media en/of het grote publiek.

De acties die beantwoorden aan de bepalingen van deze as dienen te worden uitgevoerd minstens op het territorium van het geheel van een provincie of op een territorium dat een aantal inwoners telt gelijk aan het aantal vastgesteld door de Regering na advies van de Raad.

De Regering stelt, na advies van de Raad, de voorwaarden vast die de vereniging moet naleven om haar acties te doen erkennen in het kader van beide luiken van deze as. Deze voorwaarden hebben betrekking op het minimum aantal producties of analyses en studies die verwezenlijkt worden door de vereniging.

4. Bewustmaking en Inlichting, hierna genaamd « as 4 »

De organisatie van informatie- en communicatiecampagnes met betrekking tot de bewustmaking van het grote publiek, in het licht van de definitie in artikel 1, met als doelstelling de gedragingen en de mentaliteit voor de culturele belangen, het burgerschap en de democratie te doen evolueren.

De vereniging verzekert de opvolging van de campagnes die zij openbaar maakt, en maakt deze met name over aan de wereld van verenigingen, opleidingen en politiek.

De acties die voldoen aan de bepalingen van deze as doen zich voor over het geheel van het territorium van het Franstalige gewest en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Regering stelt, na advies van de Raad, de voorwaarden vast die de vereniging moet naleven om haar acties te doen erkennen in het kader van deze as. Deze voorwaarden hebben betrekking op het minimum aantal bewustmakings- en inlichtingcampagnes uitgevoerd door de vereniging.

Art. 4. Een vereniging kan erkend worden binnen een van de assen voorzien bij artikel 3 of binnen twee assen voorzien in deze bepaling.

Art. 5. § 1. De verenigingen kunnen een specifieke erkenning vragen als « bewegingen » indien ze voldoen aan het geheel van de volgende voorwaarden :

- acties voorleggen die minstens drie assen dekken van het artikel 3, waarvan as 1 verplicht is;
- hun activveld uitbreiden tot het geheel van het territorium van het Franstalige gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- minstens drie afhankelijke verenigingen samenbrengen waarvan het verschillend activveld overeenstemt met minstens het territorium van een provincie of het territorium dat een aantal inwoners telt gelijk aan het aantal vastgesteld door de Regering na advies van de Raad;
- buurtacties uitwerken op lokaal en/of gemeentelijk vlak;
- acties uitwerken die een actieve deelname verzekeren van het doelpubliek;
- acties uitwerken met name bestemd voor het publiek afkomstig uit volksmiddens, in de zin van dit decreet.

§ 2. De erkenning die de Regering toekent aan de beweging die onder het toepassingsveld valt van § 1, dekt ook de afhankelijke verenigingen die zij overkoepelt. De aangesloten verenigingen kunnen enkel erkend worden krachtens artikel 4.

§ 3. Na voorstel en advies van de Raad, bepaalt de Regering de wijzen van betrekkingen tussen de beweging en de verenigingen die zij overkoepelt, te weten het minimum volume aan activiteit vereist voor de aangesloten verenigingen en de wijzen van overdracht van de activiteitenverslagen.

§ 4. De Regering bepaalt, na advies van de Raad, de voorwaarden die de vereniging moet naleven om haar acties te doen erkennen in het kader van de assen voorzien bij artikel 3. De bedoelde voorwaarden hebben betrekking op dezelfde elementen dan diegene bedoeld bij artikel 3, 1°, alinea 5, bij artikel 3, 2°, alinea 5, bij artikel 3, 3°, alinea 7 en bij artikel 3, 4°, alinea 4.

Sectie 2. — De procedure en de voorwaarden voor erkenning

Art. 6. § 1. De Regering kan een vereniging erkennen die daartoe een aanvraag indient en die beantwoordt aan de voorwaarden voorzien door dit decreet.

§ 2. Daartoe beslist de Regering, na advies van de Raad, tot de procedure van toekenning van erkenning met naleving van de volgende principes :

- 1° de vereniging dient een aanvraag in tot erkenning; de Regering bepaalt de modaliteiten van deze introductie;
- 2° de met redenen omklede adviezen van de diensten van de Regering en van de Raad zijn vereist met betrekking tot deze aanvraag; de Regering bepaalt de termijnen waarbinnen deze adviezen vereist zijn; wanneer het advies van de Raad niet uitgevaardigd wordt binnen de voorgeschreven termijn, wordt dit advies beschouwd als positief;
- 3° de Regering beslist hetzij om de vereniging een voorlopige erkenning te verlenen gedurende een periode van twee jaar, hetzij om de erkenning te weigeren;
- 4° elke vereniging die een voorlopige erkenning heeft gekregen gedurende een periode van twee jaar werd onderworpen, na deze periode, aan een evaluatie door de diensten van de Regering; het met redenen omklede advies van de Raad is vereist voor deze evaluatie indien deze negatief is;
- 5° na afloop van deze evaluatie, beslist de Regering hetzij om de vereniging een erkenning toe te kennen voor onbepaalde duur, hetzij om de voorlopige erkenning te hernieuwen voor een duur van twee jaar, hetzij om de erkenning te weigeren;
- 6° in geval van hernieuwing van de voorlopige erkenning, wordt de vereniging na twee jaar onderworpen aan een nieuwe evaluatie door de diensten van de Regering; het met redenen omklede advies van de Raad is vereist voor deze evaluatie indien deze negatief is;
- 7° na afloop van deze evaluatie, beslist de Regering hetzij om de vereniging een erkenning te verlenen voor onbepaalde duur, hetzij om de erkenning te weigeren.

§ 3. De procedure van toekenning van erkenning bepaalt door de Regering voorziet bovendien minstens :

- 1° de mogelijkheid voor de vereniging om beroep aan te tekenen tegen een beslissing tot weigering van de erkenning, evenals de vorm en termijnen ervan;
- 2° de bevoegdheid tot het verlenen van advies van de Raad bij een procedure in beroep;
- 3° de mogelijkheid voor de vereniging om haar argumentatie voor te leggen tijdens een beroep;
- 4° de procedure in beroep.

§ 4. De Regering verzekert, middels haar diensten, de jaarlijkse publicatie van een verslag betreffende de aanvragen tot erkenning, de data van introductie hiervan, de adviezen die uitgevaardigd werden en de beslissingen die genomen werden.

Art. 7. Enkel de verenigingen die beantwoorden aan de volgende voorwaarden kunnen erkend worden door de Regering krachtens dit decreet :

- 1° een vereniging zonder winstoogmerk zijn in de zin van de wet van 27 juni 1921 met betrekking tot de verenigingen zonder winstoogmerk;
- 2° een maatschappelijk doel aanbieden met naleving van artikel 1;
- 3° een project indienen, volgens de vormen bepaalt door de Regering na voorstel van de Raad, dat zich aansluit bij de voornaamste as van erkenning, houdende het actieplan dat de vereniging op vijf jaar wil uitwerken om zich in overeenstemming te brengen met de taken die zij zichzelf heeft opgelegd in het kader van artikel 1 van dit decreet; bij uitzondering, voor de verenigingen die een erkenning vragen in het kader van artikel 6, § 2, bevat het ontwerp het actieplan dat de vereniging wil uitwerken op twee jaar;
- 4° de publiciteit en de zichtbaarheid van haar acties verzekeren;
- 5° haar maatschappelijke zetel dient gevestigd te zijn in een Franstalig gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

6° haar ontwerp ten uitvoer brengen en haar activiteiten verwezenlijken voornamelijk in een Franstalig gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; indien de activiteiten van de vereniging uitgevoerd worden, onder andere, op internationaal vlak, dient het internationale aspect hiervan beheerd te worden in een Franstalig gewest en/of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dient dit ook gevolgen te hebben voor een publiek dat aanwezig is in deze gewesten;

7° minstens een jaar van bestaan kennen en een activiteit hebben op het ogenblik van de aanvraag tot erkenning.

Worden uitgesloten voor de erkenning de verenigingen die de bepalingen niet naleven van het Europese Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens, van de wet van 30 juli 1981 tot beteugeling van bepaalde handelingen ingegeven door racisme of xenofobie en de wet van 23 maart 1995 tot beteugeling van de ontkenning, het minimaliseren, de rechtvaardiging of aanmatiging van genocide gepleegd door het nazi-regime tijdens de Tweede Wereldoorlog of onder het mom van alle andere inbreuken die gepleegd worden waarbij de commissie zich niet kan verzoenen met een erkenning door de Franse Gemeenschap.

Art. 8. De erkenning, voorlopig of voor onbepaalde duur, wordt toegekend door de Regering in functie van de assen die gedefinieerd worden bij artikel 3 of krachtens artikel 5.

De erkenning voor onbepaalde duur wordt toegekend onverminderd de bepalingen van hoofdstuk V.

HOOFDSTUK III. — *De voorwaarden voor subsidies*

Sectie I. — De subsidies aan erkende verenigingen voor onbepaalde duur

Art. 9. Binnen de beschikbare begrotingskredieten, verleent de Regering aan elke erkende vereniging :

1. een jaarlijkse forfaitaire subsidie voor de werking;
2. indien de vereniging een actieveld dekt van minstens een provincie of een gewest waarvan het aantal inwoners minstens gelijk is aan het aantal dat bepaald werd door de Regering, een jaarlijkse forfaitaire subsidie voor de werkgelegenheid;
3. een jaarlijkse forfaitaire subsidie van activiteiten, verbonden aan de voorlegging, door de vereniging, van een meerjarenontwerp met een duur van vijf jaar dat overeenstemt met de werkingsas of de werkingsassen die gedekt worden door de vereniging.

Art. 10. Het bedrag van de subsidies bedoeld bij artikel 9, alinea 2, wordt berekend door aan de verenigingen een forfaitair aantal punten toe te kennen die variëren in functie van de categorie waarin de vereniging ingeschreven staat.

De Regering bepaalt de waarde van het punt.

Bovendien bepaalt de Regering de kwantitatieve en kwalitatieve criteria die toegang bieden tot elkeen van deze categorieën. Deze criteria zijn afhankelijk van de elementen bedoeld in artikel 3, 1°, alinea 5, bij artikel 3, 2°, alinea 5, bij artikel 3, 3°, alinea 7, en bij artikel 3, 4°, alinea 4.

De categorieën zijn de volgende :

1° Voor de verenigingen erkend krachtens artikel 4, in het kader van as 1 :

1) voor de verenigingen waarvan de territoriale impact van de activiteiten verwezenlijkt wordt op een territorium waarvan het minimum aantal inwoners bepaald werd door de Regering, met een minimum van 50 000 inwoners of, voor de streken van minstens 75 inwoners per vierkante kilometer, op een territorium van minstens zes gemeentes, worden 4 puntencategorieën gecreëerd :

- a) 10 punten
- b) 15 punten
- c) 20 punten
- d) 25 punten

2) voor de verenigingen waarvoor de territoriale impact van de activiteiten verwezenlijkt wordt over het geheel van het territorium van de Franse gemeenschap, worden drie puntencategorieën gecreëerd :

- a) 25 punten
- b) 35 punten
- c) 60 punten

2° voor de verenigingen erkend krachtens artikel 5 in het kader van as 1 :

1) voor de verenigingen met drie tot vijf aangesloten afhankelijke verenigingen, worden drie puntencategorieën gecreëerd :

- a) 70 punten
- b) 95 punten
- c) 120 punten

2) voor de verenigingen met zes tot acht aangesloten afhankelijke verenigingen, worden drie puntencategorieën gecreëerd :

- a) 145 punten
- b) 170 punten
- c) 195 punten

3) voor de verenigingen met 9 en meer aangesloten afhankelijke verenigingen, worden drie puntencategorieën gecreëerd :

- a) 220 punten
- b) 245 punten
- c) 270 punten

3° voor de verenigingen erkend krachtens artikel 4 of artikel 5 in het kader van as 2, worden drie puntencategorieën gecreëerd :

- a) 15 punten
- b) 30 punten
- c) 45 punten

4° voor de verenigingen erkend krachtens artikel 4 of artikel 5 in het kader van as 3, worden drie puntencategorieën gecreëerd :

- a) 20 punten
- b) 30 punten

5° Voor de verenigingen erkend krachtens artikel 4 of artikel 5 in het kader van as 4, wordt 1 puntencategorie gecreëerd : 20 punten.

6° Voor de verenigingen erkend in het kader van verschillende assen, worden de verschillende puntencategorieën waartoe zij behoren, toegevoegd bij de berekening van de puntencategorieën bedoeld bij artikel 9, alinea 2.

De verenigingen rechtvaardigen minstens een voltijds equivalent per toegekende schijf van 18 punten. Wanneer een vereniging minder dan 18 punten toegekend krijgt, rechtvaardigt het dit met minstens een halftijdse baan per toegekende schijf van 9 punten.

Art. 11. Het bedrag van de subsidies bedoeld bij artikel 9, alinea 1, wordt als volgt berekend :

§ 1. Voor de erkende verenigingen krachtens artikel 4 in het kader van as 1 bedoeld bij artikel 3, en waarvan de territoriale impact van de activiteiten de gemeente, het dorp of de wijk betreffen, bepaalt de Regering drie categorieën van puntencategorieën. De Regering bepaalt ook de kwantitatieve en kwalitatieve criteria die toegang bieden tot elkeen van deze categorieën. Deze criteria zijn afhankelijk van de elementen bedoeld bij artikel 3, 1°, alinea 5, bij artikel 3, 2°, alinea 5, bij artikel 3, 3°, alinea 7, en bij artikel 3, 4°, alinea 4.

§ 2. Voor alle andere verenigingen erkend krachtens artikel 4 of artikel 5, stemt de puntencategorie overeen met 19 procent van de waarde van de puntencategorie vastgesteld bij artikel 10, met een maximum waarde van 100.000 €.

Art. 12. § 1. Het bedrag van de subsidies bedoeld bij artikel 9, alinea 3, stemt overeen met 33 procent van de som van de subsidies bedoeld bij artikel 9, alinea 1 en 2, en wordt berekend overeenkomstig de artikels 10 en 11.

§ 2. De subsidies die toegekend worden door de Franse gemeenschap krachtens artikel 9, alinea 3, worden toegekend in uitvoering van een programmacontract met een duur van vijf jaar.

De Regering bepaalt, op voorstel van de Raad, het typemodel van dit programmacontract.

Dit voorziet minstens in :

- de inhoud van het meerjarenontwerp dat voorgelegd wordt door de vereniging, met name het strategisch globaal plan van de vereniging bestaande uit de doelstellingen en middelen die hiertoe gebruikt worden;
- de terugvordering van de aan de vereniging toegekende bedragen die gebonden zijn aan de erkenning krachtens dit decreet;
- de modaliteiten en de procedure van herziening van het programmacontract;
- de modaliteiten en de procedure van controle en evaluatie over de uitvoering van het programmacontract.

De modaliteiten en de procedure voor evaluatie van het programmacontract worden bepaald door de Regering overeenkomstig het Hoofdstuk IV van dit decreet.

§ 3. Bij uitzondering op § 1, kunnen de verenigingen bedoeld bij artikel 10, 1°, 1), a), genieten van een forfaitaire subsidie voor specifieke activiteiten voor een bedrag equivalent aan 10 punten bedoeld bij artikel 10, 1°, 1), a), aan de volgende voorwaarden :

- a) Geen personeel aanwerven bezoldigd overeenkomstig een arbeidscontract onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 betreffende het arbeidscontract;
- b) Deze ook vragen bij het indienen van de aanvraag tot erkenning.

De verenigingen die onderhevig zijn aan de vorige alinea kunnen niet genieten van subsidies voor werkgelegenheid.

Deze maatregel is van toepassing minstens het eerste jaar van het programmacontract bedoeld bij § 2 van dit artikel.

Indien de vereniging wenst af te zien van het voordeel van de toepassing van deze paragraaf, dient zij daartoe een aanvraag in minstens drie maanden voor het begin van het kalenderjaar gedurende hetwelk deze weigering in werking treedt. Elke weigering in de zin van deze paragraaf is onomkeerbaar.

Voor de verenigingen die onderhevig zijn aan alinea 1, worden de subsidies bedoeld bij artikel 9, alinea's 1 en 3, berekend op basis van de puntencategorie der activiteiten bedoeld bij alinea 1 van deze paragraaf.

Art. 13. De bedragen van de subsidies bedoeld bij de artikelen 9, 10, 11 en 12 genieten van een jaarlijkse indexering gebonden aan de gezondheidsindex.

Art. 14. Vanaf 1 januari van ieder jaar, en voor zover de algemene begroting van de uitgaven van tevoren werd aangenomen, beschikt de Regering over maximum zes maanden om de bij artikel 9 bedoelde subsidies te verrekenen.

Deze subsidies worden toegekend voor een kalenderjaar.

De Regering bepaalt de modaliteiten van rechtvaardiging.

Sectie 2. — Subsidies aan voorlopig erkende verenigingen

Art. 15. § 1. Binnen de beperkingen van de beschikbare begrotingskredieten, kent de Regering aan de verenigingen die het voorwerp uitmaken van een voorlopige erkenning overeenkomstig artikel 6 een forfaitaire subsidie toe voor haar activiteiten.

§ 2. Deze subsidie maakt het voorwerp uit van een overeenkomst, voor een duur van maximum twee jaar, eenmaal hernieuwbaar, ingeval van verlenging van de voorlopige erkenning. Deze is gelijkwaardig aan de subsidie voorzien bij artikel 9, alinea 3, berekend overeenkomstig artikel 12, § 1, van dit decreet.

§ 3. De Regering stelt, op voorstel van de Raad, het typemodel vast van deze overeenkomst.

Deze voorziet minstens in :

- de beschrijving van de activiteiten van de vereniging die het voorwerp uitmaken van de overeenkomst;
- de perspectieven en doelstellingen van ontwikkeling van de vereniging in het kader van de assen voorzien bij artikel 3 waarvoor zij een erkenning heeft aangevraagd en in het kader van de categorieën bepaald door de Regering;
- de betalingsregels van de volgende subsidiëringen : 85 procent van de subsidie zal betaald worden tijdens het eerste trimester van het lopende jaar; de overige 15 procent zal betaald worden tijdens het eerste trimester van het volgende jaar, op voorlegging van de bewijsstukken en de rekeningen en balansen van de vereniging afgesloten op 31 december van het voorbije jaar;
- de modaliteiten en de procedure van herziening van de overeenkomst;
- de modaliteiten en de procedure van controle en evaluatie over de uitvoering van de overeenkomst.

§ 4. De modaliteiten en de procedure voor evaluatie van de overeenkomst worden bepaald door de Regering overeenkomstig de artikelen 20 en 21.

§ 5. De Regering bepaalt de proportie van de begroting die zij jaarlijks toekent met het oog op de toepassing van dit artikel.

Sectie 3. — Buitengewone subsidies

Art. 16. Binnen de beperkingen van de beschikbare begrotingskredieten, kan een buitengewone subsidie voor uitrusting of inrichting toegekend worden om de uitgaven voor de diensten of de aankoop van noodzakelijke roerende goederen te dekken voor de voortzetting van de activiteiten voortvloeiend uit het project dat geleid wordt door de erkende vereniging krachtens dit decreet.

De Regering bepaalt de voorwaarden en procedure van toekenning van deze buitengewone subsidies.

Art. 17. § 1. Binnen de beperkingen van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Regering buitengewone subsidies toekennen aan de verenigingen, al dan niet erkend krachtens dit decreet.

§ 2. Deze eenmalige buitengewone subsidie kan meer bepaald toegekend worden voor :

- de uitwerking van projecten gedefinieerd volgens actuele belangen of volgens de prioriteiten van cultureel beleid bepaald door de Regering;
- de uitwerking van projecten in het kader van aanbestedingen
- de uitwerking van gerichte projecten of evenementen die bijblijven met de tijd; voor de erkende verenigingen, dient het project een uitzonderlijk karakter te hebben ten opzichte van de gebruikelijke activiteiten en de doelstellingen van de vereniging zoals die bepaald zijn in het programmacontract door het meerjarenactieplan;
- de uitwerking van projecten door verenigingsnetwerken;
- de uitwerking van projecten waarbij de belangen van de vereniging en van het project kenbaar worden gemaakt bij het publiek, wat een uitbreiding van haar doelstellingen mogelijk maakt bij een tot dan onbekend publiek.

§ 3. De Regering bepaalt de voorwaarden en procedure van toekenning van deze buitengewone subsidies.

§ 4. De Regering verzekert, door middel van haar diensten, de jaarlijkse publicatie van een verslag betreffende de bedragen die toegekend worden krachtens dit artikel aan de begunstigden van deze bedragen evenals aan de projecten die verwezenlijkt worden dankzij deze subsidies.

HOOFDSTUK IV. — Over de evaluatie

Art. 18. De evaluatie van de verenigingen erkend krachtens dit decreet gebeurt op basis van het onderzoek naar de uitvoering van de projecten omvat in de programmacontracten bedoeld bij artikel 12 of in de overeenkomsten bedoeld bij artikel 15, in het licht van de definitie in artikel 1 en in het kader van de assen gedefinieerd bij artikel 3, evenals op basis van de kwantitatieve en kwalitatieve criteria bepaald door de Regering krachtens artikel 10.

Art. 19. Met het oog op de evaluatie, richten de verenigingen die van deze programmacontracten genieten, zoals bedoeld bij artikel 12, elk jaar aan de diensten van de Regering een activiteitenverslag en een boekhoudkundige balans. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van deze documenten, waarbij het activiteitenverslag rekening houdt met de assen bedoeld bij artikel 3 en de kwantitatieve en kwalitatieve criteria bepaald door de Regering krachtens artikel 10, en de termijnen waarbinnen deze gericht moeten worden aan deze diensten.

Op het einde van het lopende programmacontract, richt de vereniging aan de diensten van de Regering een algemeen verslag over de uitvoering van het programmacontract. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van dit algemeen verslag, rekening houdende met de assen bedoeld bij artikel 3 en de kwantitatieve en kwalitatieve criteria bepaald door de Regering krachtens artikel 10, evenals de termijn waarbinnen deze aan deze diensten gericht dient te worden.

Art. 20. Met het oog op de evaluatie, richten de verenigingen die genieten van overeenkomsten, zoals die bedoeld bij artikel 15, elk jaar aan de diensten van de Regering een activiteitenverslag en een boekhoudkundig verslag. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van deze documenten, waarbij het activiteitenverslag rekening houdt met de assen bedoeld bij artikel 3 en de termijnen waarbinnen deze verslagen gericht dienen te worden aan deze diensten.

Na afloop van de lopende overeenkomst, richt de vereniging aan de diensten van de Regering een algemeen verslag over de uitvoering van deze overeenkomst. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van dit algemeen verslag dat rekening houdt met de assen bedoeld bij artikel 3, evenals de termijn waarbinnen dit verslag aan deze diensten gericht dient te worden.

Art. 21. De Regering bepaalt de evaluatieprocedure, zoals voorzien in de artikelen 6, 12 en 15, met naleving van de volgende principes :

§ 1. Betreffende het jaarlijks activiteitenverslag :

1° De evaluatie wordt uitgevoerd door de diensten van de Regering belast met de inspectie en het overleg met de betrokken vereniging;

2° Deze evaluatie wordt ter kennisneming voorgelegd aan de diensten van de Regering belast met de permanente opvoeding;

3° Deze evaluatie en dit advies worden gericht aan de betrokken vereniging;

4° Indien deze evaluatie of dit advies negatief blijkt, wordt het dossier ter kennisneming voorgelegd aan de Raad;

5° In geval van een negatieve evaluatie, stellen de diensten van de Regering een wijziging voor van categorie van de vereniging;

6° De Regering neemt een beslissing over het behoud van de vereniging in de betrokken categorie of over haar wijziging van categorie, volgens de procedure gedefinieerd bij artikel 26, § 1.

§ 2. Betreffende het algemeen verslag van uitvoering van het programmacontract of de overeenkomst :

1° De evaluatie wordt uitgevoerd door de diensten van de Regering belast met de inspectie en het overleg met de betrokken vereniging;

2° Deze evaluatie wordt ter kennisneming voorgelegd aan de diensten van de Regering belast met de permanente opvoeding;

3° Deze evaluatie en dit advies worden gericht aan de betrokken vereniging;

4° Indien deze evaluatie of dit advies negatief blijkt, wordt het dossier ter kennisneming voorgelegd aan de Raad;

5° In geval van een negatieve evaluatie, stellen de diensten van de Regering de wijziging voor van categorie van de vereniging;

6° De Regering neemt een beslissing over de eventuele wijziging van categorie of de eventuele intrekking, volgens de procedure gedefinieerd bij artikel 26, § 1, en 25.

Art. 22. De Regering gaat over tot een evaluatie van dit decreet binnen de zes jaar na inwerkingtreding en vervolgens elke vijf jaar.

De Regering kent aan elk Netwerk van Cultureel Beleid de opdracht toe dit evaluatieproces te besturen, in overeenstemming met de Raad.

De modaliteiten van deze evaluatie worden bepaald door de Regering.

Deze evaluatie wordt door de Regering meegedeeld aan het Parlement van de Franse Gemeenschap binnen een termijn van zes maanden vanaf het verstrijken van de termijn van vijf jaar bedoeld onder alinea 1.

De Regering verzekert middels haar diensten de publicatie van deze evaluatie.

HOOFDSTUK V. — Over de intrekking van de erkenning en/of de subsidie en de wijziging van categorie

Art. 23. Indien een erkende vereniging of gesubsidieerde vereniging krachtens dit decreet vereffend wordt of haar activiteiten stopzet of niet meer aan de voorwaarden voldoet om het voordeel van de erkenning te behouden, wordt elke erkenning en elke subsidie onmiddellijk ingetrokken, met uitzondering van de subsidies bedoeld bij artikel 9, § 1, alinea 2, bestemd om de vereniging toe te laten haar bedragen te betalen voortvloeiend uit het einde van de arbeidscontracten die zij zou hebben afgesloten, met naleving van de van kracht zijnde sociale reglementering, en dit gedurende maximum zes maanden.

De Franse Gemeenschap vereffent deze subsidies enkel aan de vereffenaar indien deze er borg kan voor staan dat deze subsidies gewijd worden aan de betaling van de opzeggingen.

Art. 24. Indien een erkende en/of gesubsidieerde vereniging krachtens dit decreet de termijnen van het programmacontract of van de overeenkomst afgesloten tussen haar en de Franse Gemeenschap niet naleeft, wordt de subsidie gebonden aan dit contract ingetrokken, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 21, onverminderd artikel 23.

Geen enkele erkenning noch subsidie kunnen behouden worden gedurende meer dan twee opeenvolgende jaren zonder programmacontract tussen de vereniging en de Franse Gemeenschap.

Art. 25. De Regering bepaalt de procedure tot intrekking van erkenning met naleving van de volgende principes :

1° Een ingebrekestelling wordt bij aangetekende verzending gericht aan de vereniging;

2° Deze beschikt over een termijn van 60 dagen om haar opmerkingen schriftelijk over te maken; de vereniging mag vragen gehoord te worden door de diensten van de Regering;

3° Het bestuur van de Franse Gemeenschap beschikt over een termijn van drie maanden om het evaluatieverslag in te dienen;

4° Bij ontvangst van de opmerkingen van de vereniging, of bij gebrek aan opmerkingen, wordt het dossier tot intrekking van erkenning bij het verstrijken van de termijn voorzien bij 2°, ter kennisneming voorgelegd aan de Raad, die een advies uitvaardigt binnen een termijn van 60 dagen;

5° Bij afwezigheid van advies binnen deze termijn, wordt het advies van de Raad als gunstig ontvangen voor de intrekking van de erkenning;

6° De Regering bepaalt eventueel de erkenning van de vereniging in te trekken binnen een termijn van 30 dagen vanaf de uitvaardiging van het advies van de Raad of, bij gebrek aan advies van deze laatste, vanaf het verstrijken van de termijn voorzien onder 4°.

Art. 26. § 1. De Regering bepaalt een procedure tot wijziging van categorie in geval van een negatieve evaluatie, met naleving van de volgende principes :

1° Een ingebrekestelling wordt bij aangetekende verzending gericht aan de vereniging; deze ingebrekestelling bevat de nieuwe vooropgestelde categorie;

2° De vereniging beschikt over een termijn van 30 dagen om haar opmerkingen schriftelijk over te maken; de vereniging mag vragen gehoord te worden door de diensten van de Regering;

3° Vanaf het met redenen omkleed advies van de diensten van de Regering, of bij afwezigheid van advies, vanaf het verstrijken van de termijn bedoeld onder 2°, wordt het dossier tot wijziging van categorie ter kennisneming voorgelegd aan de Raad, die een advies uitvaardigt binnen een termijn van 60 dagen;

4° Bij afwezigheid van advies van de Raad binnen de voorgeschreven termijn, wordt het advies voor de wijziging van categorie als positief beschouwd;

5° De Regering beslist over de eventuele wijziging van categorie van de vereniging binnen een termijn van 30 dagen vanaf de uitvaardiging van het advies van de Raad of, bij gebrek aan advies van deze laatste, vanaf het verstrijken van de termijn voorzien bij 3°.

§ 2. De Regering bepaalt een procedure tot wijziging van categorie op vraag van de vereniging met naleving van de volgende principes :

1° Gelijktijdig met het verslag bedoeld bij artikel 19, alinea 2, kan de vereniging aan de diensten van de Regering een aanvraag richten tot wijziging van categorie;

2° De diensten van de Regering overhandigen een met redenen omkleed advies betreffende de aanvraag van wijziging van categorie binnen de 30 dagen na de aanvraag;

3° Vanaf het met redenen omkleed advies van de diensten van de Regering, of bij afwezigheid van advies, wordt, van bij het verstrijken van de termijn voorzien bij 2°, het dossier van aanvraag tot wijziging van categorie overgemaakt aan de Raad, die een advies uitvaardigt binnen een termijn van 60 dagen;

4° Wanneer het advies van de Raad niet tot stand komt binnen de voorgeschreven termijn, wordt deze als gunstig geacht;

5° De Regering beslist hetzij de wijziging van categorie toe te kennen, hetzij deze te weigeren binnen een termijn van 30 dagen vanaf het advies van de Raad, of bij afwezigheid van advies van deze laatste, vanaf het verstrijken van de termijn voorzien bij 3°.

HOOFDSTUK VI. — *Over de Hoge Raad van Permanente Opvoeding*

Art. 27. § 1. Een Hoge Raad voor de Permanente Opvoeding wordt opgericht bij de Regering.

§ 2. De Raad heeft tot taak :

1. op eigen initiatief of op vraag van de minister van de Franse Gemeenschap, ieder advies en voorstel te formuleren over het algemeen beleid ter ondersteuning van het verenigingsleven binnen het kader van dit decreet, evenals over de bevordering van de erkende verenigingen bij uitvoering van dit decreet. De raadpleging van de Raad is verplicht voor wat betreft de uitwerking van het cultureel beleid inzake permanente opvoeding;

2. om overeenkomstig dit decreet en zijn toepassingsbesluiten, ieder advies tot erkenning, de indeling in assen, de subsidiëring of de intrekking van erkenning en/of de subsidiëring van verenigingen bedoeld bij dit decreet te formuleren;

3. om overeenkomstig dit decreet en zijn toepassingsbesluiten, ieder advies over de evaluatie van het programmacontract van de krachtens dit decreet erkende verenigingen te formuleren.

Art. 28. De Raad is samengesteld uit :

— 25 gewone leden en 25 plaatsvervangende leden, vertegenwoordigers van de pluraliteit van de voor onbepaalde duur erkende verenigingen in het kader van dit decreet;

— drie werkende leden en drie plaatsvervangende leden, vertegenwoordigers van de pluraliteit van de erkende verenigingen binnen het kader van dit decreet.

De Regering bepaalt de aanstellingscriteria van de leden van de Raad met naleving van de criteria tot erkenning voorzien in Hoofdstuk II van dit decreet.

Art. 29. De leden van de Raad worden aangesteld door de Regering na een openbare oproep tot kandidaturen, gelanceerd minstens drie maanden voor de afloop van de te voorziene mandaten, bij de erkende verenigingen, voor onbepaalde duur of voorlopig, krachtens dit decreet. De Regering bepaalt de modaliteiten voor organisatie van deze oproep tot kandidaturen.

De leden van de Raad die voor onbepaalde tijd de erkende verenigingen vertegenwoordigen, worden benoemd voor een termijn van vijf jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar, voor zover deze niet meer dan twee opeenvolgende mandaten cumuleren.

De leden van de Raad die de erkende verenigingen voorlopig vertegenwoordigen, worden benoemd voor een termijn van twee jaar. Hun mandaat is eenmaal hernieuwbaar, voor zover de overeenkomst van de vereniging hernieuwd wordt.

De plaatsvervangende leden die in de Raad zetelen, nemen met adviserende stem deel aan de werkzaamheden en hebben enkel stemrecht wanneer het gewone lid aftreedt, als dusdanig beschouwd wordt of afwezig is.

Art. 30. Elk lid dat de hoedanigheid verliest krachtens welke hij werd benoemd, wordt als aftredend beschouwd. Hij wordt vervangen door het plaatsvervangend lid tot bij het verstrijken van zijn mandaat.

Wordt ook als aftredend beschouwd, het lid dat afwezig is zonder voorafgaande rechtvaardiging voor meer dan drie vergaderingen van de Raad per kalenderjaar.

In geval van intrekking van erkenning van een vereniging vertegenwoordigd in de Raad, verliezen de werkende en plaatsvervangende leden die deze vertegenwoordigen hun hoedanigheid krachtens welke zij benoemd werden.

Wanneer meer dan vijf leden aftreden of als dusdanig beschouwd worden, organiseert de Regering een openbare oproep tot kandidaturen om in hun vervanging te kunnen voorzien. Elk nieuw benoemd lid beëindigt het mandaat van diegene die hij vervangt.

Art. 31. § 1. De voorzitter en de vier vice-voorzitters van de Raad worden verkozen door de Regering onder de leden die de verenigingen voor onbepaalde duur vertegenwoordigen en vormen het Bureau van de Raad.

§ 2. Het Bureau :

1. organiseert de activiteiten van de Raad;

2. bereidt de zittingen van de Raad voor;

3. verzekert de externe vertegenwoordiging van de Raad;
4. voert de beslissingen van de Raad uit.

§ 3. Tussen twee zittingen van de Raad door, neemt het Bureau elke maatregel die nuttig geacht wordt overeenkomstig de taken en algemene doelstellingen gedefinieerd door de Raad. Het brengt verslag uit over zijn interventies en zijn initiatieven bij de eerstkomende zitting van de Raad.

Art. 32. § 1. Een vertegenwoordiger van de algemene dienst van de Permanente Opvoeding en van de Jeugd en een vertegenwoordiger van de algemene dienst van de Inspectie nemen van rechtswege deel aan de vergaderingen van de Raad, met adviserende stem.

§ 2. Een vertegenwoordiger van de minister neemt van rechtswege deel aan de vergaderingen van de Raad, met adviserende stem.

§ 3. Een vertegenwoordiger van het Netwerk van Cultureel Beleid neemt van rechtswege deel aan de vergaderingen van de Raad, met adviserende stem.

§ 4. De middelen voor de werking en het personeel worden ter beschikking gesteld van de Raad. Deze worden bepaald door de Regering.

Art. 33. § 1. De Raad stelt elk jaar een activiteitenverslag op dat minstens omvat :

- de lijst van dossiers die haar voorgelegd werden;
- de criteria waarmee zij rekening gehouden heeft bij de uitwerking van haar adviezen;
- de aanwezigheid van haar leden tijdens de vergaderingen;
- de adviezen die zij uitgevaardigd heeft.

§ 2. Het activiteitenverslag wordt meegedeeld :

- Aan de Regering en het parlement;
- Aan het Netwerk van Cultureel Beleid.

§ 3. De diensten van de Franse Gemeenschap verzekeren de publicatie van dit verslag.

Art. 34. § 1. De Raad vergadert minstens tienmaal per kalenderjaar, op uitnodiging van de voorzitter. Deze moet de Raad uitnodigen wanneer de minister, de Regering, het Parlement van de Franse Gemeenschap of een vijfde van de leden van de Raad dit verzoeken.

De aanwezigheid van minstens vijftien leden met stemrecht is vereist opdat de Raad geldig kan zetelen. Indien het quorum niet bereikt wordt, wordt een nieuwe vergadering met dezelfde agenda vastgelegd binnen de tien werkdagen. In dat geval kan de Raad geldig zetelen, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 2. Het nemen van beslissingen gebeurt bij meerderheid van de aanwezige leden.

De adviezen kunnen een minderheidsnota bevatten.

Art. 35. De adviezen van de Raad moeten meegedeeld worden binnen een termijn van drie maanden na de mededeling door het bestuur van het complete dossier ingediend door de vereniging en ten laatste een maand na de vergadering waarop het voorwerp van het advies besproken werd.

In geval van schending van alinea 1, kan de Regering haar beslissing nemen zonder advies van de Raad.

Art. 36. De Regering bepaalt de zitpenningen en de onvoorziene vergoedingen waarop de leden van de Raad en van haar Bureau aanspraak kunnen maken.

HOOFDSTUK VI. — *Voorlopige bepalingen en intrekkingbepalingen*

Art. 37. Met uitzondering van het artikel 6, § 2, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, en 7°, maken de verenigingen erkend krachtens het decreet van 8 april 1976, tot vaststelling van de voorwaarden van erkenning en van toekenning van subsidies voor de organisaties van permanente opvoeding voor de volwassenen in het algemeen en de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, op datum van inwerkingtreding van dit decreet, niet het voorwerp uit van een voorlopige erkenning. Na advies van de diensten van de regeringen van de raad, beslist de regering hetzij om hen een erkenning voor onbepaalde duur toe te kennen, hetzij om hen die erkenning te weigeren.

Art. 38. § 1. De Raad werkt een Huishoudelijk Reglement uit dat ter goedkeuring voorgelegd wordt aan de Regering ten laatste binnen de drie maanden na de vernieuwing van haar leden ingevolge de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. Dit Huishoudelijk Reglement bevat minstens :

- de werkmethode volgens dewelke de Raad functioneert;
- de regels voorzien inzake volmachten;
- de bevoegdheid, voor de Raad, om de verantwoordelijke te horen van het project waarover het een advies uitvaardigt;
- de verplichting, voor de Raad, om aan de verantwoordelijke van het project het advies mee te delen gelijktijdig met het ogenblik waarop zij hierover de regering inlicht;
- de regels verzekeren de deontologie van de werking van de Raad, meer bepaald wanneer een van de leden betrokken is bij een advies dat dient uitgevaardigd te worden of, meer in het algemeen, wanneer er een risico bestaat op belangenconflicten;
- de verplichting, voor de leden van de Raad, om hun advies met redenen te omkleden;
- bepalingen die de publiciteit van de uitgevaardigde adviezen verzekeren;
- de verplichting om een beknopt verslag op te stellen van de debatten gehouden gedurende elke vergadering van de Raad. Dit verslag zal overgemaakt worden aan de Regering gelijktijdig met het advies van de Raad.

Art. 39. Behalve wanneer er sprake is van intrekking van erkenning, weigering van erkenning, of bij afwezigheid van indiening van een aanvraag tot erkenning in het kader van dit decreet, kunnen de verenigingen die bij de inwerkingtreding van dit decreet genieten van structurele subsidies bij toepassing van het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en toekenning van subsidies aan organisaties voor permanente opvoeding van volwassenen in het algemeen en aan organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de

arbeiders en van haar toepassingsbesluiten, minstens blijven genieten van dezelfde financiële voorwaarden gedurende een duur van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

Onder « dezelfde financiële voorwaarden » dient te worden verstaan dat de verenigingen die gesubsidieerd worden krachtens het decreet van 18 april 1976 zullen genieten, gedurende drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet, op voorwaarde dat hun volume van activiteit niet betekenisvol daalt, van een subsidie voor de werking, de werkgelegenheid en de activiteit, geïndexeerd volgens de prijsindex op de consumptie, equivalent aan wat zij genoten heeft tijdens het kalenderjaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet.

In de veronderstelling dat het volume van activiteiten van een vereniging bedoeld door dit artikel op een betekenisvolle wijze daalt gedurende deze drie jaren, wordt het bedrag van de globale subsidie verminderd door de minister, op voorstel van het bestuur na advies van de Raad en van de betrokken vereniging.

Indien het systeem dat ingevoerd werd door dit decreet voordeliger is voor de verenigingen bedoeld bij alinea 1, genieten zij hiervan vanaf het jaar waarin het voordeliger wordt.

Art. 40. Het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning en toekenning van subsidies aan de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, wordt ingetrokken.

De verenigingen die subsidies genoten krachtens de koninklijke besluiten van 5 september 1921 en van 4 april 1925 die de algemene toekenningsvoorwaarden van subsidies bepaalden voor de bijkomende schoolwerkzaamheden evenals het koninklijk besluit van 16 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden van erkenning en van toekenning van subsidies aan de nationale en gewestelijke organisaties voor permanente opvoeding, kunnen hiervan blijven genieten.

Art. 41. Het decreet van 17 mei 1999 tot inrichting van de Hoge Raad voor de permanente opvoeding wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Inwerkingtreding*

Art. 42. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 17 juli 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, 432 - nr. 1. — Amendementen van de commissie, 432 - nr. 2. — Verslag, 432 - nr. 3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 15 juli 2003.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 3325

[S - C - 2003/29404]

10 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux commissaires du Gouvernement à temps partiel et aux commissaires aux comptes auprès des organismes publics qui dépendent de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française notamment les articles 31 alinéa 2 et 52;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 11 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 mars 2003;

Vu le protocole n° 285 du Comité de négociation du Secteur XVII du 6 mai 2003;